

# **La France plonge dans les turbulences après les législatives**

**ÉCRIT PAR PAR GAËLLE GEOFFROY ET JÉRÔME RIVET AGENCIE FRANCE PRESSE EDNH**

*20 juin 2022*



Paris - Des tractations tous azimuts ont débuté le 20 juin au Parlement, à l'Elysée et dans les partis pour tirer les conséquences du séisme des législatives, qui mettent le paysage politique sens dessus dessous, avec le risque désormais d'un pays ingouvernable.

Les tout prochains jours s'annoncent donc agités pour M. Macron avant qu'il ne soit happé dans un tunnel d'obligations internationales (Conseil européen, G7, sommet de l'Otan) à partir du 23 juin.

Le conseil des ministres prévu le 21 juin a été repoussé, de même que le lancement, le 22 juin, du Conseil national de la refondation, outil de la "nouvelle méthode" de concertation prôné par le président.



Un remaniement est inévitable pour remplacer les trois ministres battues le 19 juin: Amélie de Montchalin à la Transition écologique, Brigitte Bourguignon à la Santé et Justine Bénin à la Mer.

Présenté comme le principal perdant du scrutin, Emmanuel Macron est resté silencieux à l'Élysée, où il s'est entretenu au cours d'un déjeuner avec la Première ministre Elisabeth Borne et les ténors d'Ensemble!, Edouard Philippe et François Bayrou.

Deux mois seulement après sa réélection, le chef de l'Etat est déjà au pied du mur: doit-il garder Elisabeth Borne après quelques semaines à Matignon? Et comment peut-il réorienter politiquement le gouvernement pour tenter d'atteindre une majorité absolue à l'Assemblée?



La Première ministre française Elisabeth Borne fait une déclaration après les résultats du deuxième tour des législatives, le 19 juin 2022 à l'Hôtel Matignon, à Paris AFP/Ludovic Marin

*“Il est déterminé à continuer à agir pour l’intérêt supérieur des Françaises et des Français”*, a simplement indiqué son entourage.

*“Ma hantise, c’est que le pays soit bloqué”*, a reconnu la porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire, en résumant les craintes de l'exécutif. *“Il va falloir de l'imagination, de l'audace, de l'ouverture”*, a-t-elle estimé, réitérant l'idée d'une main tendue à destination de *“tous ceux qui veulent faire avancer le pays”*.

Mais cet appel à *“une majorité d'action”*, lancé dès le 19 juin au soir par Elisabeth Borne, a été fermement rejeté par les oppositions, à l'exception de quelques élus de droite ou de centre-gauche.



Avec 245 députés, les macronistes d'Ensemble! sont loin de la majorité absolue, fixée à 289 sièges sur 577.

Ils devancent la Nupes, qui aura au moins 150 représentants dans l'hémicycle, selon un décompte actualisé effectué par l'AFP qui inclut les députés d'Outre-mer, mais sans préjuger du choix des dissidents socialistes et de plusieurs élus divers gauche.

Viennent ensuite le Rassemblement national, qui réalise une percée historique (89 sièges), puis les Républicains (LR). Le taux d'abstention est de 53,79%.

### **- “Blocage des réformes” -**

Pour le président de LR Christian Jacob, “*pas question de pacte, de coalition ou d'accord de quelque nature*” avec les macronistes.

Après un quinquennat où le chef d'Etat a “*piétiné le Parlement comme jamais, (...) il a maintenant un Parlement qui ne sera pas composé que de Playmobil*”, a averti Mathilde Panot, élue de la coalition de gauche Nupes, qui a déjà réclamé la démission de Mme Borne et annoncé “*une motion de censure*” contre son gouvernement.

Même intransigeance au Rassemblement national (RN). Marine Le Pen a prévenu qu'elle va “*mettre en œuvre le blocage de toutes les réformes (...) nocives, au premier rang desquelles la retraite à 65 ans*”.



Marine Le Pen, leader du Rassemblement national (RN) à Hénin-Beaumont, dans le nord de la France, après les résultats du deuxième tour des législatives, le 19 juin 2022 AFP/Denis Charlet

### **- Divergences à la Nupes -**

En attendant, la coalition de gauche va devoir s'organiser à l'Assemblée.

Mais les premières fractures sont apparues avec le refus par le Parti socialiste, Europe écologie les verts et le Parti communiste

français de la proposition de Jean-Luc Mélenchon de former un groupe unique.

*“La gauche est plurielle (...) Vouloir supprimer cette diversité est une erreur, et je m'y oppose”*, a déclaré la députée socialiste Valérie Rabault.

Un peu plus tôt, Jean-Luc Mélenchon avait exprimé sa crainte que le statut de première opposition à Emmanuel Macron ne soit remis en cause par un éparpillement des forces, ce qui permettrait au RN de prendre la place.



Jean-Luc Mélenchon, leader des Insoumis (LFI) et de la Nupes fait une déclaration après les résultats du deuxième tour des législatives, le 19 juin 2022 à Paris AFP/Bertrand Guay

Estimant que le parti d'extrême droite était le deuxième le plus puissant, Marine Le Pen a réclamé que la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée, aux pouvoirs étendus, revienne à un de ses députés.

Quelques heures après avoir été élus, les premiers députés ont fait le 20 juin leur entrée à l'Assemblée. Avec émotion pour les nouveaux.

*“Je suis très touché”*, a reconnu Charles Rodwell, 25 ans député des Yvelines. Tous s'attendent à des séances agitées. *“Comptez sur nous pour être offensifs”*, a prévenu l'Insoumise Clémentine Autain.